

2025

SÉMINAIRE ANNUEL **FRANCE FILIÈRE PÊCHE**

16/01/2025



INTRODUCTION

Quel avenir pour la pêche française ?

Les acteurs de la filière se sont réunis pour une journée de présentations et d'échanges, sous le signe de la prospective. Un plaisir de se retrouver après quatre années de rendez-vous à distance.

Dans un contexte tendu, avec une consommation en berne et des ressources à préserver, de sacrés défis attendent la pêche française ! Nous sommes prêts et unis pour les relever, en cette année de la mer avec trois axes qui ont émergé :

- Communiquer de manière positive et intégrer davantage les débats pour ralentir les idées reçues et éclairer les consommateurs.
- Continuer à soutenir la recherche et les démarches prospectives pour dessiner un horizon positif.
- Engager des actions concrètes pour accompagner l'ensemble de la filière.

SOMMAIRE

SÉMINAIRE ANNUEL

01

Etat de la consommation des produits de la pêche et conjoncture de filière

p4

02

Présentation de l'étude ForeSea 2050 : volet évolution de la consommation au cours des dernières décennies

p11

03

Présentation des résultats de l'étude « Les Français et la pêche française »

p15

04

Comment la recherche peut aider la filière à construire son avenir ?

p19

05

TABLE RONDE : Quelle vision des parties prenantes pour l'avenir de la filière pêche en France ?

p25

01



Etat de la consommation des produits de la pêche et conjoncture de filière

par Franck Gardillou (Kantar Worldpanel) et Alice Hebinger (FranceAgriMer)

A. Quels arbitrages consommateurs et leviers de croissance ?

a. La déconsommation se poursuit, les arbitrages consommateurs se font en faveur des offres « bonnes affaires », « essentielles ».

(Taux d'évolution : Cumul Annuel à Date (CAD) à fin octobre 2024 vs CAD à fin octobre 2023)



Augmentation de la fréquence d'achat



Baisse du nombre d'articles par acte d'achat



Les foyers français font plus souvent leurs courses mais achètent moins de quantités.

Recul des achats en volumes (vs oct.2023) :

- 1, 2% → PGC FLS (Produits de Grande Consommation Frais Libre-Service)
- 1, 7% → PFT (Produits Frais Traditionnels)

Evolution des parts de marché (Pdm) en valeur, par réseau (vs oct. 2023) :

- Montée en puissance des MDD (Marques de Distributeurs) : +0,7% (+1% en volume)
- Activités promotionnelles stables
- Stabilité des EDMP (Enseignes à Dominantes Marques Propres, types Lidl, Aldi, Netto, etc.)
- Progression des sorderies (Action, Stokomani, etc.)
- Légère progression des catégories essentielles (pates, beurre, etc.)
- Produits de transition alimentaire (bio, végétal, écologique, etc.) stables.

b. Une déconsommation qui concerne 60% des catégories PGC FLS

Seules les catégories Volailles, Fromage LS, Traiteur LS progressent.

c. Des arbitrages consommateurs en défaveur de la consommation



d. La fête est finie : une dynamique olympique qui n'aura pas duré

- 69% des foyers ont suivi les JO 2024, essentiellement à domicile.
- Des achats pour une consommation à domicile mieux orientés pendant cette période.
- Une dynamique positive vite retombée : des volumes d'achats qui sont revenus sur les niveaux d'avant JO.

e. Des signes encourageants

■ Tendances au **Homing**

Les Français privilégient les produits faits maison cette année sans boudier le tout prêt :

En 2024, 72% des actes d'achat ont été effectués pour une consommation à Domicile* et 26% d'actes pour une consommation Hors Domicile, alors qu'en 2019 (avant COVID), le rapport était de 70,6 % à Domicile contre 27% Hors Domicile.

**Evolution du nombre d'articles achetés pour une consommation à Domicile (vs oct. 2023) :*

- Fait maison : **+1,8%**
- Tout prêt : **+0,4%**

Le plaisir est la principale raison de consommation des français. Sur le long terme, ils recherchent toujours plus de praticité.

- **Le bio** continue de perdre des points de contact avec les français (nombre d'actes d'achat en baisse de 16% vs 2021). Le Made in France est largement en tête en termes d'intentions d'achat. Les produits « sans » sont en progression.
- **Les innovations** en 2024 sont en hausse (7 à 8% des foyers français sont acheteurs d'innovations). On observe 2 à 3 fois plus de foyers acheteurs.

B. Bilan sur les produits aquatiques - Cumul Annuel Mobile (CAM) à fin novembre 2024

a. Les produits aquatiques continuent leur décroissance

- **12,3% en volume vs 2021** (année positive de par l'effet COVID)
- **2,6% en valeur vs 2021 et -1,2% vs 2023** (prix à la baisse ou achats de produits moins chers)

b. Les produits protéinés sont en recul en volume, en parallèle d'une hausse de prix (sauf la volaille qui connaît une hausse des volumes et une baisse de prix).

Malgré leur poids important, les produits aquatiques frais sont les plus impactés par la baisse des volumes.

Evolution à fin nov.2024 vs nov. 2023	Produits aquatiques frais	Conserves de la mer	Produits aquatiques surgelés	Traiteur de la mer
Volumes	-2,6%	-2,7%	0,4%	-1,7%
Prix moyens	-0,3%	0,2%	-0,3%	1,6%

FranceAgriMer :

■ Présentation des éléments de conjoncture ayant impacté la production et le marché des produits aquatiques

Fermeture du golfe de Gascogne
(Baisse des quantités débarquées : merlu, sole)

**Mauvaise météo
Eté 2024**
(De nombreux bateaux ne sont pas sortis en mer)

Fermeture de la pêche au poulpe été 2024, Finistère Sud
(Maintien des prix de production)

Continuité du Plan West Med
(Réduction de l'effort de pêche des chalutiers, touchant le merlu et le rouget de vase)

Rapport de Bloom sur le taux de mercure dans le thon en conserve
(Impact élevé sur les ventes de conserves)

Production de truite impactée par les inondations dans les Hauts de France
(+lactococose en 2023)

■ **Baisse des premières ventes en criée en 2024 vs 2023, sauf sur les coquillages :**

- Poissons frais : **-8%**
- Coquillages : **+2%** (hausse tirée par la coquille Saint-Jacques)
- Crustacés : **-3%**
- Céphalopodes : **-12%**

➔ Ces baisses de quantités pêchées s'expliquent par une hausse des prix moyens à la première vente, toutes façades.

➔ La consommation interne de produits d'importation a augmenté (1,2 M de tonnes en 2024), le prix moyen des produits d'importation est en baisse.

- **Baisse des prix** sur le saumon, lieu d'Alaska, lieu noir, sardine, truite
- **Hausse des prix** sur le cabillaud, maquereau, dorade, bar

➔ Baisse de la part de la production française dans l'approvisionnement de produits aquatiques (-8% à fin nov.2024 vs nov. 2023).

- **Hausse des importations** de poissons
- **Baisse des importations** de coquillages, crustacés, céphalopodes

	 % Foyers acheteurs (Achat au moins 1 fois dans l'année)	 Nbre actes d'achats	 Qtés achetées par an, par foyer	
Offre aquatique fraîche	90,3%	13,8 actes (plus d'1 fois par mois)	9,9 Kg (-200gr vs 2023)	*Une décroissance qui se poursuit : -2,6% Vol, -2,9% Val, -0,3% Prix *2 catégories en recul : coquillages et traiteur de la mer *Seuls les quadragénaires, +60 ans & aisés ne pénalisent pas le marché *Des achats en baisse (sauf circuits spécialisés : marchés, foires, poissonneries)
Poissons frais	69,3%	9,1 actes	5,2 Kg	*Après 2 ans de forte décroissance, le poisson souffre moins : 0% Vol, -0,5% Val, -0,5% Prix *3 espèces contribuent à la croissance : saumon, lieu noir, truite (prix en baisse) *Le cabillaud pénalise toujours la catégorie
Coquillages frais	37,1%	3,5 actes	5,4 Kg	*Une baisse continue dans la continuité de 2022 : -6% Vol, -6,7% Val, -0,8% Prix *Transversale sur tous les coquillages sauf noix de Saint-Jacques et bulots
Traiteur frais	46%	4,9 actes	2,4 Kg	*Après une croissance jusqu'en 2019, la catégorie est en difficulté : +10,4% Vol, +3,4% Val, -6,4% Prix *Le segment est drivé par les crevettes et Gambas cuites (seuls les poissons séchés, salés, fumés sont en recul)
Poisson surgelé	64,8%	4,7 actes	3,1 Kg	*Un marché qui renoue avec la croissance en parallèle avec une baisse des prix : +1,6% Vol, +0,4% Val, -1,3% Prix *Le saumon est mieux orientée, le cabillaud pénalise le marché
Crustacés, coquillages, céphalopodes surgelés	53,4%	3,1 actes	1,8 Kg	*Très forte décroissance cette année et une dévalorisation de l'offre : +2% Vol, -0,1% Val, -2% Prix *Une croissance volume transversale quel que soit le type de produits, principalement les coquillages via les noix Saint-Jacques (produit le plus important en volume)
Conserves	92,9%	9,8 actes	4,3 Kg	*Un recul qui s'accélère fortement cette année malgré une valorisation plus importante : -2,7% Vol, -2,6% Val, +0,2% Prix *Perte de 300 000 foyers acheteurs en 2024 *Thon : baisse du niveau d'achat suite au reportage de Bloom, baisse de pénétration sur la sardine et les tartinables
Traiteur Libre-service	96,2%	16,3%	6,2 Kg	*Après une progression sur les dernières années, le segment semble avoir atteint un plafond de verre : -1,7% Vol, -0,2% val, 1,6% Prix *Une décroissance notable sur le surimi (communication média négative), poissons fumés, salades à base de poisson

*Taux d'évolution : CAM à fin novembre 2024 vs CAM à fin novembre 2023

- **Le poids de l'offre préemballé est légèrement plus important vs stand : 37,3 % à fin nov. 2024 contre 36,6 à fin nov. 2023.**

Le prix fixe caractéristique de l'offre LS répond à une attente des consommateurs de mieux maîtriser leur budget (gestion des prix et montant du panier global).

■ L'offre de préemballé :

- **maintient sa taille de clientèle** (CAD % de foyers français ayant acheté l'offre en PE ou au stand) et son **niveau d'achat augmente**
- est **sur-représentée** sur le cabillaud et l'églefin et gagne des PDM sur la dorade

■ Focus Transfert cabillaud, en recul en raison de la hausse de prix (-186, 9 K)

- Une perte de volumes vers les autres espèces (dorade, églefin et saumon) (67 K)
- Une perte sèche de volumes : arrêt des achats de poissons frais par les consommateurs qui achetaient du cabillaud (104, 9 K)

■ Focus Transfert saumon, en hausse en raison de la baisse de prix (+1,4 M)

- Les acheteurs de dorade, lieu noir, colin, sardine et truite en 2023 se sont reportés sur le saumon en 2024

■ Présentation des poissons :

- Contrairement aux autres espèces, la quasi-totalité des volumes de l'églefin est réalisé sur de la découpe, ainsi que le saumon et le thon



02



Présentation de l'étude ForeSea 2050 : volet évolution de la consommation au cours des dernières décennies

par Fabienne Daurès (IFREMER)

A. Tendances de la Consommation des Produits Aquatiques (PPA)* en France et préférences des consommateurs

*Produits de la Pêche et de l'Aquaculture

a.Repenser nos modes de consommation : le rôle des produits aquatiques

- Mise en avant évidence par les travaux scientifiques réalisés en 2020 que le système alimentaire (consommation trop centrée sur les viandes et les produits transformés) était responsable d'émissions totales de Gaz à Effet de Serre (GES) à hauteur de 34%
- Un groupe de scientifique pluridisciplinaires s'est intéressé au rôle des PPA (Blue Food) dans l'évolution des régimes alimentaires à l'échelle mondiale et ont démontré que :
 - Les PPA sont très nutritifs
 - Les PPA ont des impacts environnementaux plus faibles que les aliments terrestres
 - Les PPA contribuent à la santé, au bien-être et à la subsistance de nombreuses communautés
- **Etat de la consommation apparente des PPA (production + importation – exportation)**
 - **Monde :**
 - La consommation en Europe stagne depuis une dizaine d'années.
 - La production mondiale est en constante augmentation, poussée par l'aquaculture et portée par les pays asiatiques (Chine principalement)
 - **France :** La consommation des PPA en France est :

-Importante : 31,8 kg par an par habitant en 2022 (23,3 kg en moyenne en Europe)

-Centrée sur des produits de la pêche (67%), essentiellement sur les poissons (77%)

-Peu diversifiée : on compte une dizaine d'espèces qui contribuent à 65% de la consommation en volume

TOP 10 DES ESPECES 2022

- 1-Thon 4,6kg
- 2-Saumon 3,9 kg*
- 3-Cabillaud 2,3 kg**
- 4-Crevettes 2,1kg
- 5-Moules 2 kg
- 6-Lieu Alaska 2kg*
- 7-CSJ 1,2 kg
- 8-Huitres 1.1 kg
- 9-Sardine 1 kg
- 10- Merlu 0,7 kg

■ Evolution de la consommation apparente des PPA et des échanges commerciaux

- Explosion de la consommation à partir de la fin des années 80 jusqu'au début des années 2000 : de 26 kg à + de 36 kg, puis stagnation début des années 2000
- Augmentation massive des importations : de 1 million de tonnes en 1990 à 2 millions entraînant un déficit des échanges des PPA, imputés à 4 espèces depuis la fin des années 90 (saumon, crevettes, thon et cabillaud)
- Depuis 2005, stabilisation des importations (provenant majoritairement de pays hors UE) et baisse de la production domestique (pêche et aquaculture) -> Baisse du taux d'approvisionnement de ~60% (fin 80s) à 30% (fin 2010s)

■ Structures des dépenses des ménages des PPA (1990 – 2020)

- Le poisson frais occupait une place dominante (1990/2004)
- Augmentation de toutes les catégories d'achats en valeur (produits surgelés, produits fumés/séchés/salés, à partir de la fin 90s, en particulier Traiteurs)
- Augmentation continue des prix depuis 2005 : (2% en moyenne annuelle contre inflation à 1.3% sur la période), avec une tendance haute pour les poissons frais, crustacés frais et traiteur frais.

■ Disparités de la consommation (fréquences d'achat et profils sociodémographiques)

- 12% des français ne consomment jamais de PPA (Source : eurobarometer 2021)
- Parmi les consommateurs de PPA (source FORESEA enquête 2023)
 - 46% de consommateurs réguliers* (au moins 1 fois par semaine)
 - 54% de consommateurs peu réguliers (au moins 1 fois par mois voire moins d'1 fois par mois).

**profil : consommateurs âgés, aux revenus élevés, avec une taille de ménage assez faible (pas d'enfants)*

■ Préférences des consommateurs vis-à-vis de 9 labels proposés

- Label 1 : Origine France (rang 1 - 17% des enquêteurs)
- Label 2 : Ecolabel (rang 1 - 11% des enquêteurs)
- Label 3 : Santé (rang 1 - 11% des enquêteurs)
- Label 4 : Bien-être animal (rang 1 - 9% des enquêteurs)
- No Label : 8% des enquêtés

■ Profil des consommateurs sensibles aux labels

- **Label 2 : Ecolabel** (rang 1 - 11% des enquêtés)

Un individu éduqué, fréquentant des circuits de poissonnerie, a une probabilité plus forte d'avoir classé « l'Ecolabel » au rang 1 de ses préférences.

Un individu plutôt âgé, avec enfants, habitant dans un département côtier, a une probabilité plus faible d'avoir classé « l'Ecolabel » en rang 1 de ses préférences.

- **Label 2 : Santé** (rang 1 - 11% des enquêtés)

Un individu âgé, éduqué, avec enfants, a une probabilité plus forte d'avoir classé « la santé » au rang 1 de ses préférences.

Un individu plutôt masculin, fréquentant des circuits de poissonnerie, a une probabilité plus faible d'avoir classé « la santé » au rang 1 de ses préférences.

- **No label** : Aucune préférence pour les labels (rang 1 - 8% des enquêtés)

Un individu plutôt masculin, sensible aux prix, associe un label à une augmentation des prix et ne préfère pas le choisir.

Ce n'est pas parce que l'individu a des connaissances objectives sur les PPA, qu'il ne va pas choisir de labels.

■ Focus sur les « jeunes » consommateurs de PPA (échantillons de 18 à 34 ans/ +34 ans, 2000 répondants)

- **Préférences des + 34 ans** : origine France, PPA sans risque santé
- **Préférences des 18 à 34 ans** : attentes diversifiées, intègrent des considérations éthiques plus fortes : bien-être animal, environnement, moins marquées sur les tailles des unités et les modes de production. Le consentement à payer pour des écolabels est plus élevé chez les jeunes
- **Préférences communes** : préférences pour des produits sauvages et pour des unités de taille artisanale (surtout pour les +34 ans)

Globalement, les produits aquatiques sont perçus comme des produits très chers, quel que soit l'âge de la personne enquêtée. Les plus jeunes (-34 ans) vont percevoir ces produits comme étant plus difficile à cuisiner et présenter des risques sanitaires plus élevés. De même, les bénéfices santé et les qualités gustatives sont moins perçus par les jeunes de -34 ans vs les +34 ans.

Une très grande partie des personnes enquêtées ne connaît absolument aucun label.

Pour ceux qui le connaissent, leur niveau de connaissance est extrêmement faible.

-MSC, ASC sont mieux connus par les – de 34 ans

-PAVILLON FRANCE, les labels d'origine locale type bar de ligne de la Pointe de Bretagne sont mieux connus par les + de 34 ans

03



Présentation des résultats de l'étude* « Les Français et la pêche française »

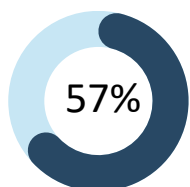
par Jessie Marius (Opinion Way)

**Echantillon de 1 021 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus*

Top 5

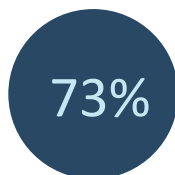
Les consommateurs réguliers de produits de la mer consomment :
-du poisson (90%)
-des fruits de mer (74%)

Saumon	55%
Crevettes	46%
Moules	42%
Cabillaud	41%
Thon	38%

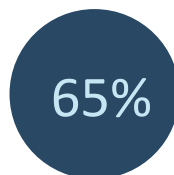


font le choix de commander **systématiquement** ou de temps en temps des plats contenant du poisson au restaurant

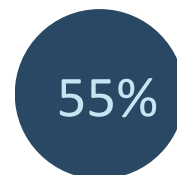
Les Français achètent systématiquement ou de temps en temps des produits **issus de la pêche française** lorsqu'ils font des courses pour ...



des repas de fin d'année



des repas quotidiens



des soirées entre amis, anniversaire, fêtes de famille etc..

Consommer des produits issus de la pêche française nourrit **un sentiment de fierté ?**

OUI

Vous avez le sentiment de faire un acte citoyen en achetant des produits issus de la pêche française

76%

Vous essayez au maximum de privilégier les produits de la mer issus de la pêche française

75%

Le fait d'avoir des enfants vous incite à consommer des produits issus de la pêche française

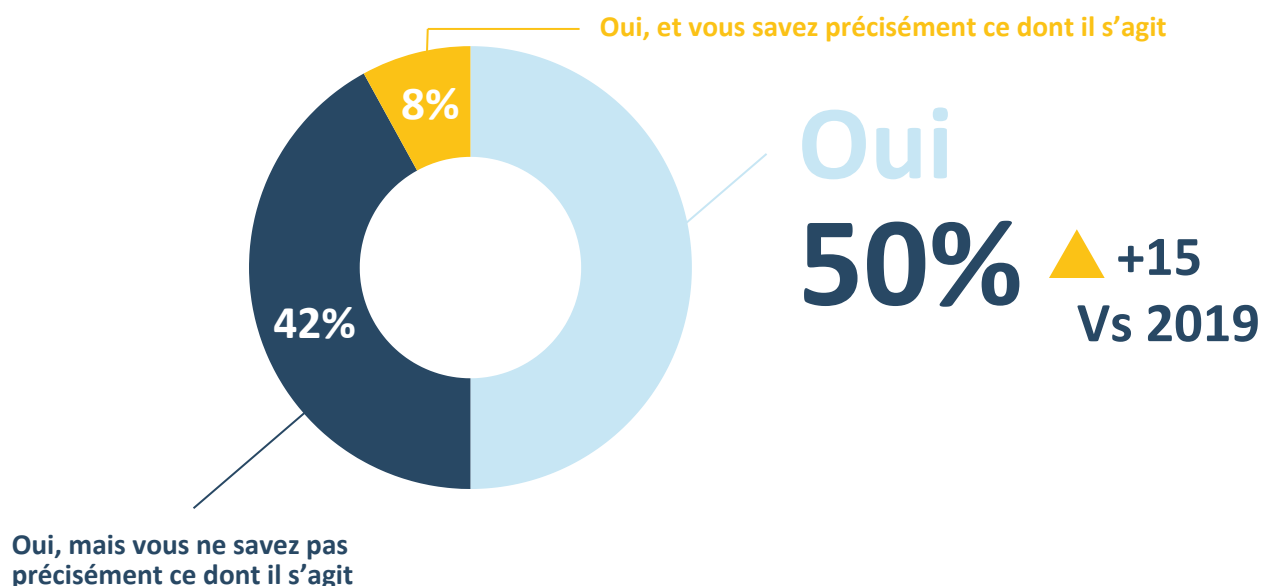
57%

Vous aimez mettre en avant le fait que vous consommez des produits issus de la pêche française auprès de votre entourage

48%

Les Français sont davantage informés sur les programmes de recherche existants, même si des lacunes persistent

Savez-vous qu'il existe des programmes de recherche permettant de mieux connaître les espèces de la pêche française et d'améliorer la sélectivité des engins de pêche ?



Malgré tout, des connaissances encore incomplètes sur la pêche française et des idées reçues qui persistent

70% des Français pensent que la pêche française représente plus de 25% d'un étal de poissonnerie

Les informations bien intégrées

% de
bonnes
réponses

Les acteurs de la pêche française peuvent pêcher les quantités de poissons qu'ils souhaitent, il n'y a pas de régulation

84%

Il existe des méthodes permettant d'évaluer le stock de poissons disponibles dans la mer pour chaque espèce

73%

La priorité des pêcheurs français est de capturer un maximum de poissons, même s'ils sont tous petits

73%

La pêche en France est une activité durable, qui se préoccupe des écosystèmes marins

70%

Les idées reçues qui persistent

% de
mauvaises
réponses

La France fait partie des plus grands producteurs de produits de la mer (pêche et aquaculture au niveau européen)

43%

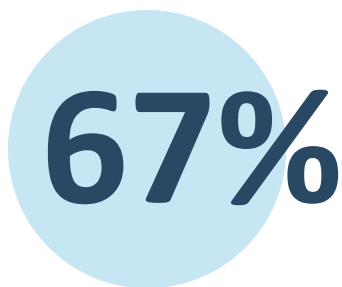
Depuis 20 ans, les volumes de produits de la mer pêchés par les bateaux français et issus de populations exploitées durablement sont passés de 18% à 56%

48%

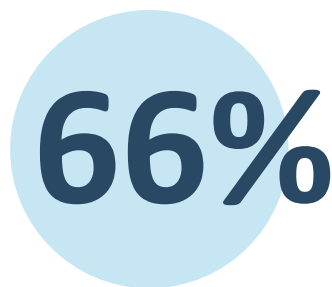
Au cours des dix dernières années, le nombre d'araignées de mer, de thons rouges et dorades grises a augmenté dans les eaux européennes

61%

Les Français admettent être parfois dans le flou **lorsqu'ils tentent d'intégrer des produits de la mer** au quotidien ...



Ne comprennent pas toujours les informations disponibles sur les produits de la mer

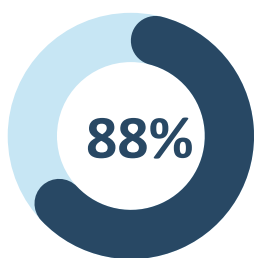


Ont du mal à identifier les produits issus de la pêche française lorsqu'ils font leurs courses

... et **reconnaissent les limites** de leurs connaissances sur la filière pêche française.

Seuls **29%** pensent **bien connaître** la filière pêche française.

Finalement, les Français plaident pour **plus de visibilité pour la pêche française**.



trouvent que **la filière pêche française devrait être davantage mise en avant** par les acteurs du secteur alimentaire

04



Comment la recherche peut aider la filière à construire son avenir ?

par Martin Marzloff (IFREMER), Mathieu Doray (IFREMER), Sigrid Lehuta (IFREMER) et Adrien Chevallier (IRD, Marbec)

A. Présentation de projets soutenus par France Filière Pêche ?

a.MAESTRO : effets du changement climatique sur les communautés marines exploitées

Le projet MAESTRO évalue les changements de la répartition des populations dans un contexte de changement climatique à horizon 2100. Pour cela, il se base sur les données issues de 54 campagnes réalisées entre 1960 et 2020 et l'analyse de 550 espèces sur 110 000 traits de chalut.



3 axes d'étude composent cette étude :

1) Mieux comprendre les dynamiques migratoires passées sur la base des séries de données temporelles : dans quel contexte ont-elles eu lieu ? dans quel sens ? fond ? surface ? nord ? sud ?

Les résultats soulèvent que 60% des espèces ont eu tendance à migrer vers le fond. Il s'agit d'espèces longévives placées dans le haut niveau trophique ayant une affinité thermique froide. Cette migration est due au réchauffement des eaux et à l'augmentation de la profondeur de la couche d'eau.

Il est important de souligner qu'il n'y a pas de tendance claire d'une redistribution spatiale vers le nord, car on constate que 50% des espèces se sont déplacés vers le sud et 50% vers le nord.

2) Projeter dans le futur à l'échelle de l'Atlantique Nord Est pour proposer de nouveaux outils dans la gestion des pêches de demain

En se basant sur le comportement migratoire passé des espèces, il est possible de prédire leur répartition future et aussi les changements socio-économiques qui peuvent en découler. En effet, lorsqu'une espèce migre et disparaît d'une région où elle était exploitée, cela engendre un impact socio-économique pour les communautés exploitantes.

Trois espèces ont été analysées (Limande, Merlan et Sole) dans 3 scénarios différents (actualité, 2040-2050 et 2080-2090). En plus d'anticiper leur éventuelle migration, ces projections permettent aussi d'évaluer un certain nombre d'impacts socio-économiques tels que celui des structures et fonctions écosystémiques, l'impact dans la valeur nutritive et la valeur commerciale.

3) Proposer de nouvelles alternatives de gestion par le développement d'un nouvel outil multicritères d'appui à la gestion écosystémique.

Un nouvel outil multicritères d'appui à la gestion écosystémique des pêcheries a été proposé pour optimiser l'exploitation des écosystèmes selon plusieurs critères, tels que : la rentabilité économique, la minimisation des impacts sur la biodiversité, la maximisation de la valeur nutritive des captures et la durabilité face au changement climatique.

Le développement de cet outil est en cours et proposera dans un premier temps, la possibilité d'être appliqué sur la zone CIEM 4c (sud mer du nord). Pour son utilisation, plusieurs données d'entrée sont à choisir telles que : l'horizon temporel, le scénario climatique, la zone et la priorité données à un certain nombre de critères.

À titre d'exemple, il serait possible de modéliser le poisson idéal pour la santé vis-à-vis des apports alimentaires présents dans 100 gr de poisson, ou encore, de prédire quelles sont les espèces à cibler pour arriver aux apports alimentaires idéaux dans chacune des situations.

b.DEFIPEL : évolution intégrée de la filière des petits pélagiques de la filière française

Ce projet cherche à pouvoir assurer la viabilité de pêcheries et de filières aval dépendantes de l'exploitation d'espèces sensibles à l'environnement dans le moyen terme (approx 10 ans).



C'est le cas de la sardine, dont d'importants changements de taille ont été constatés ces dix dernières années dans le golfe de Gascogne. Et ce, chamboulant la filière pêche dédiée ainsi que la filière conserverie. Cette importante variabilité fait craindre d'atteindre les limites d'adaptabilité du système et de mettre en péril la viabilité des populations de sardines. En parallèle, les systèmes socio-économiques de la filière des petits pélagiques sont extrêmement dépendants de l'état de la ressource. Par conséquent, en cas de crise les acteurs sont très vulnérables. Ils nécessitent donc de diminuer leur dépendance d'un écosystème sensible.

Cela a soulevé le besoin de mieux comprendre cette problématique, son échelle, les maillons concernés ainsi que leurs liens respectifs afin de mieux s'adapter et d'anticiper les crises pour diminuer les impacts socio-économiques qui en découlent. Ce sont donc les objectifs de DEFIPEL. Pour cela, des scientifiques de disciplines diverses ainsi que des professionnels de la filière ont collaboré pour réaliser un diagnostic partagé et des projections sur les scénarios futurs en se basant sur la compréhension du passé.

1) Tableau de bord d'indicateurs de modélisation, à surveiller pour la réalisation des diagnostics et la projection de scénarios : état des habitats de petits pélagiques, dynamique de la pêche, état de la ressource des petits pélagiques et enfin, dynamique de la filière aval des petits pélagiques.

2) Projection sur le moyen terme de scénarios d'évolution sur 10 ans via des ateliers de construction :

3 groupes de multi-acteurs se sont réunis pour échanger sur l'évolution plausible et la conception de 9 scénarios d'évolution basés sur 3 prismes « pessimistes, probables ou optimistes ». De plus, l'évaluation des inquiétudes, des leviers et des freins transversaux et pistes d'amélioration selon les scénarios a été réalisée.

Les résultats des neuf scénarios sont disponibles pour consultation sur les livrables.

c.FORESEA : Scénarios de contribution des produits de la mer à la sécurité alimentaire hexagonale en 2050

Pour la projection de scénarios, le projet FORSEA a réuni une quinzaine de chercheurs Ifremer et s'est basé sur 3 axes d'étude. À noter que l'étude a un périmètre hexagonal mais tient compte du contexte international (libre échange).



1) État des lieux sur les produits de la mer d'aujourd'hui et demain : évaluation de la diversité d'espèces et de leur qualité nutritionnelle (ex. oméga 3), mais aussi l'analyse des tendances de consommation et d'approvisionnement ainsi que les motivations diverses des consommateurs à les consommer

2) Définition de variables motrices (économie, science et technologie, environnement, gouvernance, société et démographie) pour la projection de 5 scénarios possibles d'ici à 2050.

3) Analyse des scénarios produits : par la projection de l'évolution des écosystèmes marins dans chaque scénario et la réflexion de pistes d'amélioration des modèles d'écosystèmes marins. Le potentiel d'adaptation face à des « ruptures » ou aléas imprévisibles (ex. covid, guerre, etc.) est également testé.

Les 5 scénarios résultants sont à consulter sur les supports.
Ci-après une synthèse des observations.

1) Déclin par inertie

2) Chaos et repli national : dépendance aux énergies fossiles, baisse de consommation de produits de la mer, écosystèmes ne produisent plus, repli nationaliste sur l'hexagone et diminution des importations, plus d'efforts de pêche mais baisse de la production.

3) Le choix de la sobriété : écosystèmes préservés, diminution de la consommation pour réduire l'importation et laisser les pays du sud bénéficier de leurs ressources, augmentation de la rentabilité et attractivité des produits de la mer. Ce scénario semble mieux marcher économiquement.

4) Pari technologique et libéral (bonne surprise technique et environnementale) : mise au point de la fission nucléaire, valorisation d'espèces opportunistes ou nouvelles (exotiques à cause du changement climatique), bonne rentabilité, production et attractivité très bonne.

5) Sorties des énergies fossiles à marche forcée : écosystèmes « résilients », diminution de la consommation de produits de la mer et de l'import, diminution des moyens de production, rentabilité et attractivité possible après la crise.

Les résultats du projet relèvent une diminution de la biomasse proportionnelle au changement climatique de l'ordre de 19 % à 9 % dans les 5 scénarios. Aussi, ils permettent de comparer la composition des captures par scénarios pour quelques espèces. On constate que dans certains scénarios certaines espèces ne sont plus du tout pêchées ou à l'inverse, proportionnellement plus pêchées qu'à l'origine. Ces projections, permettent d'avoir une idée des changements, de les prévenir ou de préparer l'adaptation.

d. ADAPT : scénarios et stratégies d'adaptation pour une pêche durable face au changement global

Se basant sur les 4 scénarios globaux (SSP) du GIEC, le projet ADAPT vise à analyser les impacts régionaux de ces scénarios et estimer les stratégies d'adaptation possibles en considérant 6 dimensions : politique, légale, économique, environnement, social et technologique. Actuellement, cette analyse s'applique uniquement au golfe du Lion et la Mer du Nord et permet de relever les correspondances et différences interrégionales dans chaque scénario (voir support de présentation).



Chaque dimension est analysée pour chaque scénario :

- 1) Marchés mondiaux :** basé sur les énergies fossiles
- 2) Développement durable international :** décarbonation de l'économie
- 3) Entreprise nationale :** fermeture des frontières (personnes, biens, services, etc.) – on surexploite à niveau national
- 4) Régie locale :** stratégie de territoire

De plus, une analyse des impacts passés a été réalisée dans la région du golfe du Lion. Pour cela, 48 pêcheurs ont été interviewés (37 petits métiers, 9 chalutiers et 2 senneurs). Aussi, six crises passées ont été étudiées : la crise du pétrole, l'inflation, la COVID-19, les gestions/management restrictif (interdiction de pêche), l'effondrement des ressources et le changement climatique.

Observations :

- Dans le passé, les grosses pêcheries étaient plus impactées par les crises (moins de résilience) alors que les petits métiers le sont moins, car ils parviennent à s'adapter plus facilement.
- Pratiquement tous les pêcheurs considèrent être négativement impactés par les crises pétrolières.
- La plupart des crises n'ont affecté négativement qu'environ 50 % des pêcheurs interrogés.
- La crise Covid a bénéficié à un pourcentage significatif de pêcheurs
- Les impacts des changements liés à la ressource sont divers, mais extrêmes pour certaines pêcheries

Finalement, les pistes d'adaptation ont été considérées pour chaque contexte de crise (voir support)

Ci-après, les outils d'adaptation relevés :

- 1) Mise à disposition de ressources** (financières, technologiques et services)
- 2) Flexibilité** (capacité possibilité de passer d'une stratégie à une autre)
- 3) Organisation collective** (coopération, coordination, mobilisation)
- 4) Apprentissage** (générer, absorber et analyser les nouvelles observations)
- 5) Appropriation et motivations** (potentiel mobilisateur d'une stratégie d'adaptation)

05



TABLE RONDE : Quelle vision des parties prenantes pour l'avenir de la filière pêche en France ?

Invités : Julien Lamothe (ANOP), Frédéric Touliou (FFP), Roche Serres (Carrefour FFP), Aurélie Darpeix van Tongeren (DGAMPA) et Pierre Petitgas (IFREMER)

La table ronde sur l'avenir de la filière pêche en France a réuni plusieurs acteurs clés du secteur, dont des représentants de la recherche, des institutions publiques et de la grande distribution. L'objectif était de discuter des défis et opportunités pour l'avenir de la filière et d'identifier des leviers d'action.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'un apprentissage en continu et d'un renforcement des partenariats entre chercheurs et professionnels afin de favoriser l'innovation et d'assurer une meilleure application des avancées scientifiques. Cependant, un constat partagé est le manque de concrétisation des résultats de la recherche dans la filière, notamment en raison de freins financiers et techniques. La question du transfert des connaissances et du déploiement opérationnel des innovations reste donc un enjeu central et soulève le besoin d'un centre technique dédié.

Un autre point clé abordé concerne la réglementation et la gouvernance. La fermeture du golfe de Gascogne a illustré la nécessité d'adaptation rapide des politiques publiques aux évolutions environnementales et économiques. Le poids des contraintes administratives et la rigidité des mécanismes réglementaires peuvent néanmoins freiner la réactivité nécessaire à la gestion durable des ressources halieutiques.

Sur le plan de la consommation, la filière doit améliorer la valorisation de ses produits auprès du grand public. La reconnaissance des labels ou marques collectives comme Pavillon France est jugée insuffisante. Un effort d'étiquetage et de communication positive est nécessaire pour mieux positionner les produits de la pêche française dans le paysage alimentaire des consommateurs.

Enfin, au niveau européen, la filière pêche française peine à se faire entendre face au poids des ONG et à l'absence d'une position commune forte sur certains sujets. Un renforcement de la mobilisation collective est nécessaire pour mieux défendre les intérêts de la filière auprès des institutions européennes.

En conclusion, les acteurs s'accordent sur la nécessité de renforcer la coopération entre les différentes parties prenantes, d'améliorer la communication sur les atouts de la filière et de s'adapter plus rapidement aux défis environnementaux, sociaux et économiques pour assurer un avenir durable à la pêche en France.

